

LE CANADA

Journal Quotidien du soir

LA VALLEE DE L'OTTAWA

Journal Hebdomadaire à 16 pages

Directeurs de la rédaction: OSCAR McDONNELL

BUREAUX: 414 et 416 Rue Sussex

OTTAWA, ONT.

Mardi 14 Avril 1901

ECHOS DU JOUR

Il y a dans notre pays 88 journaux quotidiens.

L'amiral anglais Wallis Parry est entré dans sa 100ième année.

M. Grandbois est allé demander au sud un regain de santé.

Montréal se félicite des conditions auxquelles son dernier emprunt a été contracté.

St. Hyacinthe possède, paraît-il, des sources de gaz naturel.

Deux cultivateurs de L'Assomption ont déjà semé l'avoine, l'après avoir été patentes.

On a obtenu du gouvernement français la permission d'envoyer en France le corps du premier Jérôme-Napoléon.

Trois autres nobles français sont en route pour le Manitoba où ils se proposent d'exploiter une immense ferme.

Madame Lelièvre qui vient de mourir à Québec était la mère de M. Simon Lelièvre, employé civil à Ottawa.

Le Vénéré public une critique passable ment révisée du Nouveau Chemin de la Croix dont M. le juge Routhier est l'auteur.

Le gouvernement du Manitoba va accorder un subside au Pacifique Canadien pour que celui-ci retrace sa ligne principale aux mines de charbon de cette province.

Qui disait que le maire McKean ne se gênerait pas le décamer 11 vient de défendre pipe, cigare et cigarette dans l'intérieur de l'hôtel de ville.

On vient de recevoir à Londres la première consignation d'échantillons de tabac chinois. La Chine veut faire de la concurrence sur les marchés européens.

Le retour Robidoux et Langlois sont de retour à Québec après un voyage d'étude sur les différences aïeulés d'Amérique. L'hon. M. Robidoux est malade de la grippe.

Barnum laisse près d'un million à des œuvres de charité ou d'éducation et \$200,000 par année pour tenir au premier plan le cirque Barnum Bailey.

Les documents que nous recevons du comité de publicité de l'exposition de Chicago indiquent une grande activité, une grande originalité et des chances de succès remarquables.

Le nouveau steamer "Laborator" de la ligne Dominion, qui a été construit aux chantiers de M. Harland, Wolfe et Cie à Belfast, a été mis à l'eau samedi. C'est un vaisseau d'acier de 6000 tonnes à hélice.

La Vérité se sent profondément blessée par nos articles contre les caoutchoucs et prétend qu'il y a vivants en légit de tous et de tout. Oui, ils vivent mais d'une façon inoffensive, comme le serpent dépoillé de son dard. Dans cette condition ils peuvent vivre.

On assure à Rome que le nouveau livre de M. Drumont va être mis à l'index, pour immoralité et offenses contre les autorités ecclésiastiques.

M. Drumont voit partant du juif, car me M. Tardivel voit partout du franco-maçon.

La Patrie d'hier bat le record avec la phrase suivante: "On y trouvera de piquantes révélations sur les manœuvres machinées par le phéonisme sir John A. Macdonald, l'homme autour de la Patrie qui parvint à une victoire à l'âme pure, à résisté sans efforts aux plus insidieuses tentatives de séduction."

A une assemblée des actionnaires de la compagnie du Québec Central, qui sera tenue à Londres, Angleterre, le 5 mai prochain, il sera discuté une résolution, ordonnant la construction d'une ligne de chemin de fer de raccordement avec le C. P. R. partant d'un point entre les stations de Beauport et de Tring, et joignant le C. P. R. près du village de la Lac Mégantic.

La Justice (transformée) y gagnerait à avoir un rédacteur qui sache lire et interpréter les articles de conférences qui lui sont sympathiques. Ce n'est qu'une possibilité à faire un phéonisme au sujet de notre premier article Higiéne de Comptes, et notre troisième lui offre une autre occasion de flagorner péniblement. La Justice a plus que jamais besoin d'être servie par des rédacteurs qui voient clair et juste.

Parlant de notre pays et de son brillant avenir, Sa Grandeur Mgr de Sherbrooke s'exprime ainsi dans sa lettre circulaire de la semaine dernière sur la colonisation: "Un brillant avenir est réservé à notre pays. Voyez quels immenses territoires s'offrent à l'activité et à l'énergie de notre population! Et n'est-ce pas un monde où notre sainte religion jouirait d'une grande liberté, qui ait marche plus sûrement que le nôtre dans la voie du véritable progrès? Quel changement pourrait donc tenter le peuple canadien? Ni peut-il pas atteindre le but de ses nobles et légitimes aspirations, travailler en paix à l'agrandissement de son pays, en contribuant par son travail et son intelligence à fonder un grand empire dans l'Amérique du Nord."

Quelle est de grandeur et de prospérité se lèverait sur notre pays, si tous les Canadiens restaient au poste de l'honneur et de devoir! Soyez soumis et fermement attachés à la constitution de votre pays; ne travaillez pas impudiquement à détruire notre belle nationalité canadienne; notre pays n'est pas à vendre; le Canada est pour les Canadiens. Souvenez-vous des œuvres de vos ancêtres; restez fidèles à vos traditions et à vos devoirs; n'avez pas peur de votre mission. Être les serviteurs d'un peuple qui veut s'élever par sa langue, par ses lois et ses institutions.

PRES D'UNE CRISE

M. Tarte publie dans le CANADIAN l'article suivant qui donne, selon nous, l'idée juste de la situation présente et future:

M. Dalton McCarthy vient de réaffirmer, à un banquet donné en son honneur, sa détermination de demander de nouveau, pendant la session prochaine, l'abolition de la langue française dans les Territoires du Nord-Ouest.

Il a partiellement réussi, l'an dernier, et personne ne peut dire ce qui arrivera demain. L'attitude que le gouvernement de la Puissance a prise sur la législation du Manitoba au sujet des écoles publiques et de la langue française dans cette province, donne une force additionnelle à M. McCarthy et à ceux qui, comme lui, croient qu'il est possible d'angliciser les Canadiens français en les privant de leurs écoles et en supprimant leur langue.

Il ne s'écoulera pas cinq ans peut-être avant que l'abolition de la langue française dans le parlement fédéral ne soit demandée et résolue. Un avenir prochain dira si je me trompe. Nos droits dans la Puissance ne sont pas garantis avec plus de clarté que les sont ceux de nos compatriotes dans le Manitoba. Nous avons la constitution écrite en 1865 et la constitution du Manitoba en 1870 est également écrite et porte la même sanction.

Le pouvoir central, premier gardien de la constitution, adopte une politique de laisser faire, de non intervention — tout la conséquence assurée sera, à courte échéance, l'assujettissement de la majorité. Où est donc l'homme sérieux capable de croire un instant qu'après ce qui vient de se passer, les écoles séparées et l'usage de la langue française seront jamais rétablis au Manitoba?

Le Conseil privé déciderait que les lois du Manitoba sont inconstitutionnelles, que cela ne changerait rien au résultat final. La majorité du parlement canadien approuvera sans doute cette année l'action du ministre de la justice et du cabinet de St. John A. Macdonald — beaucoup de députés des deux partis y sont liés à l'avance. Cette sanction deviendra à toutes fins pratiques, un amendement à la constitution du Manitoba et un bon jour, au lieu des lois "propres à révoquer" aux dents de justice commis à l'égard de nos compatriotes, le parlement canadien déciderait qu'il n'y a rien de révoquer à la constitution de 1870, en déclarant qu'il est temps de révoquer les clauses qui assurent aux Canadiens français leurs écoles et leur langue.

A mes yeux, ce dénoûment est assez clair que l'extinction du soleil. Et il sera suivi par l'adoption de la même politique dans le parlement de la Puissance.

Bien entendu, tout cela est possible parce que nos citoyens d'autres origines trouvent chez nous, au lieu de l'acquiescement, au moins de la terreur — fruit de l'ignorance dans certaines couches de l'Intelligence en d'autres quartiers. Nos pères, numériquement plus faibles que nous, ont obtenu des autorités impériales, de la puissance d'Albion, ce que les quelques milliers de Français du Manitoba nous enlevons. Nous valons moins que nos ancêtres.

La politique de l'Angleterre ici a été d'asseoir sa souveraineté sur la base solide de la justice — égale pour ses sujets de toutes origines. Ceux des colonistes anglais qui méconnaissent cette politique, sont-ils bien certains de consolider cette unité de l'Empire, dont ils parlent avec tant d'enthousiasme? Si un tiers de la population du Canada en arrive à la conclusion qu'elle n'est que tolérance, que ses institutions sont permanentement en péril, c'en sera bientôt fait du bien colonial — dont les Canadiens-français ont été jusqu'ici les champions sincères.

La Confédération a été une affaire, un pacte, un arrangement qui comportent des conditions acceptées par les parties contractantes et sanctionnées par le parlement et le gouvernement de la Grande Bretagne. Ces conditions, cet arrangement ne conviennent plus, paralki, à un nombre de nos concitoyens anglais. Et ne se gênent pas à le dire, c'est leur droit absolu. Ils proposent des modifications, ils veulent des arrangements. A cette heure même, M. Campbell, député d'Ontario, demande à la législature de cette province de s'adresser au parlement impérial pour en obtenir le droit d'abolir la loi qui fait partie de l'acte de la Puissance et l'attitude du pouvoir central sont pour lui et ses amis une source d'encouragement et de force.

Il est mieux et temps de se comprendre. Nous sommes entrés en société, il y a vingt-cinq ans, nous avons couché par écrit les termes de cette société. Nous sommes tous liés au même degré ou nous ne le sommes pas du tout. Disons-le ce contrat sans se fâcher, et disons-le la société s'il n'y a plus possibilité de vivre ensemble. Si la Confédération, avec les conditions qui en ont été les bases, ne va plus, voyons à autre chose.

L'affaiblissement et la faiblesse du pouvoir central ne disent rien de bon à ceux qui réfléchissent. Nous sommes près d'une crise.

Le recensement dans le comté d'Ottawa sera dispendieux. Il a soixante-trois énumérateurs pour ce comté, et il n'est pas probable qu'à cause de l'étendue du terrain qu'il a à parcourir, et des difficultés de se transporter d'un endroit à un autre, il soit terminé avant trois ou quatre mois.

TELEGRAPHIE

EUROPE

UN AFFREUX ACCIDENT

MONTREAL, 14 avril. — Un affreux accident s'est produit à l'Est de la ville de Lachamp, dans le comté de Montcalm.

M. Adrien Magnan, âgé de soixante-cinq ans, maire de Lachamp, se rendait à son grenier et y prenait un fusil qu'il voulait examiner.

Ce dernier commença avec le sol par une échelle.

Muni de son arme, M. Magnan redescendit l'échelle, quand arriva un milieu, un échelon se cassa brusquement.

M. Magnan se tint aux montants, mais la croix de son fusil alla frapper l'échelon qui se cassa en deux.

Le malheureux maire se précipita à bout portant, toute la décharge se fit sur lui et le malheureux mourut sur le coup.

Le défunt était maire de Lachamp pendant vingt-cinq ans.

LA POLITIQUE ETRANGERE A ROME

ROME, 14 avril. — Dans le monde gouvernemental, on fait retentir sur le comte Antonelli la responsabilité de l'insuccès des négociations avec le Négres. On lui blâme l'écrou de sa résolution aussi grave que celle de rompre les relations avec l'Angleterre sans avoir avisé le gouvernement. Avant de retirer les résidents italiens du Congo et de Harar, il aurait dû consulter le ministre des affaires étrangères. Il paraît cependant probable que M. Antonelli tenait à M. Crispien des pouvoirs très étendus, lui permettant de prendre une décision de cette importance. Aussi M. di Rudini, après avoir conféré avec le roi, a ordonné à M. Antonelli d'aller en Italie.

L'intention du gouvernement est de renouveler les tentatives d'entente avec le Négres et d'éviter de pousser les choses au point où une rupture officielle pourrait avoir les déplorables conséquences.

Le Négres publie une conversation avec le lieutenant Lérang, un capitaine de la marine qui aurait déclaré que le traité d'Uccialli serait une pure mystification, et que ce traité aurait été fabriqué à Massouah. On ne croit guère en ce qui concerne ce traité.

Faisant ensuite allusion à la question de Terre-Neuve, le DAILY TELEGRAPH ajoute: "L'incident est d'autant plus agaçant qu'il se produit au milieu de négociations extrêmement délicates qui, pour aboutir à un heureux issue, exigent beaucoup de franchise et d'indulgence réciproques."

UN DENTISTE AMERICAIN

TORONTO, 14 avril. — Le tribunal correctionnel de Toronto s'est occupé, dans sa dernière audience, d'un industriel dont le cas est tout d'actualité et paraît de nature à intéresser nos législateurs, la question des dentistes étant à l'ordre du jour de la Chambre. Le sieur J. Tourrier s'était établi rue Nationale comme dentiste, et il signala des prospectus dont il inondait la ville de Toronto. Le docteur diplômé du collège dentaire de Wisconsin. Il se disait Américain et arborait une quantité innombrable de décorations, toutes plus fantastiques les unes que les autres.

Tourrier avait une façon toute spéciale d'écouter ses clients, et c'est justement ce qui l'amenait devant le tribunal correctionnel, à la suite de plusieurs plaintes portées contre lui. Une jeune Tourangeolle, Mlle Picault, dit notamment, qu'elle était allée chez le docteur dentiste, pour se faire arracher une dent. Tourrier lui en extraïra deux, en cassa trois autres et lui montra brusquement dans la glace sa mâchoire en lambeaux. "Vous ne pouvez pas rester comme cela, lui dit-il, je vais vous mettre un râtelier. L'opération coûta deux cents francs à la patiente. D'autres victimes de ce bourgeois sont venues faire des dépositions analogues.

Le tribunal a reconnu que tous les titres dont s'affublait le docteur américain, étaient de pure fantaisie, et il l'a condamné à cinq cents francs d'amende.

COURRIER DE PARIS

PARIS, 14 avril. Le Figaro vient de publier ce qui suit sur les relations de l'Église et de l'État: "Nos ministres n'ont point de gêne, mais ils représentent tout de même une sélection parmi les gens qui ont le pouvoir politique, et on ne peut dire qu'ils soient des sots."

L'aura donc voulu que, ces jours-ci, ils fissent une promenade à travers les Églises, et je n'aurais vu aucun inconvénient à ce qu'ils emmenassent M. de Brizon avec eux, si leurs amis ne se souvenaient pas de la force que gardent encore les idées et les pratiques du catholicisme. Le sentiment religieux qui pousse les fidèles à voter, est un sentiment qui, en France, n'est pas encore tout à fait éteint. Les gens qui ont le pouvoir politique, et on ne peut dire qu'ils soient des sots."

D'autre part, beaucoup de ces visiteurs de l'Église ont pu constater, presque partout, que les gens qui ont le pouvoir politique, et on ne peut dire qu'ils soient des sots."

Des raisons pour lesquelles on ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

On ne peut pas dire qu'ils soient des sots."

ENCORE UNE GREVE

SHREVEPORT, 14 avril. — Les employés de l'établissement de coutellerie de Wostenholm se sont mis en grève aujourd'hui, parce qu'ils voulaient réduire les gages de 5 cents. La réduction est dans la mesure des affaires, par suite du nouveau tarif américain.

UN ACTEUR MOURANT

LONDRES, 14 avril. — L'acteur bien connu Barry Sullivan est mourant. Il était né à Birmingham en 1824 et avait fait sa première apparition sur la scène à Cork, en 1840.

BAPTEME DANS LA NOBLESSE

MUNICH, 14 avril. — L'archevêque de Munich a baptisé aujourd'hui le fils du prince Louis Ferdinand d'Assbourg, le prince Marie Della Paz. La cérémonie a eu lieu au château des Nymphenburg.

L'enfant portera le prénom de Maria del Pilar. La marraine était l'infante Eulalie.

NOMINATION DIPLOMATIQUE

SAINT PETERSBOURG, 14 avril. — Le baron Wangskil, adjoint de M. de Giers, nommé ambassadeur est parti pour Rome. On attend une grande importance à cette nomination.

M. Schichkine, ambassadeur à Stockholm, devient adjoint de M. de Giers.

L'ANGLETERRE ET LA FRANCE

LONDRES, 14 avril. — Le DAILY TELEGRAPH exprime toute sa satisfaction de l'échange de l'Éclair et de la République. Il se félicite de la reine Victoria et du Président de la République française.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays. Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays. Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de commerce, dit le journal anglais, le ton de ces dépêches rappelle moins l'hostilité officielle que les sentiments de cordiale amitié nourris de part et d'autre. Nous ne pouvons nous empêcher de dire, mieux fait pour inaugurer d'heureuses vacances dans un bon pays.

Le traité de